Bibliographie

M. Prudhommeaux, qui est un des exécuteurs testamentaires du créateur du familistère de Guise, dans *Les Expériences sociales* de J.-B. Godin, nous raconte diverses expériences auxquelles se serait livré Godin pour s'assurer si ses ouvriers étaient aptes à être appelés à une participation active dans la direction de l'usine.

Aujourd'hui, paraît-il, le personnel aurait une part effective dans la propriété de l'usine. En quelles proportions, à quelles conditions ? C'est ce que M. Prudhommeaux ne nous dit pas, et qu'il serait cependant intéressant de savoir.

Selon notre auteur, les expériences de Godin étaient du socialisme vraiment pratique, écrasant de tout leur poids les rêves creux des sociologues théoriciens !

Pour tout ce que je connais de Godin, il est fort possible qu'il fût un brave homme, cherchant consciencieusement à transformer l'état social, et désireux d'affranchir le travail du servage capitaliste.

Il est encore fort possible qu'il était convaincu que ce qu'il tentait dans son usine était un commencement de réalisation. Toutes les illusions sont possibles, et permises. Mais, contrairement à M. Prudhommeaux, je ne vois rien de socialiste dans ces expériences, aucune trace de « socialisme pratique », mais les tentatives d'un homme très « pratique » qui a compris que le meilleur moyen d'intéresser ses ouvriers à la réussite de son industrie était de leur concéder quelques avantages pécuniers.

Primes aux ouvriers, participations aux bénéfices, ce n'est pas du socialisme. Cela a été employé avantageusement par beaucoup de capitalistes. Cela stimule le personnel à travailler au profit de l'œuvre commune, dit M. Prudhommeanx ; moi je dirais au profit du patron, tant que ce dernier est le

seul à décider de la part qui reviendra à chacun.

« Habitations plus saines et économat », cela rend le travailleur un peu plus dépendant de l'usine. Si, lorsque c'est pratiqué honnêtement, il y trouve un léger avantage, le patron en trouve encore un plus grand.

Mais les expériences sur lesquelles s'étend longuement M. Prudhommeaux, ce furent des espèces de plébiscites que Godin avait imaginés en vue de tâter le pouls de ses ouvriers sur leur façon d'envisager comment devaient être distribuées les primes qu'il mettait à leur disposition. Cela devait lui donner une indication si son personnel était mûr à être appelé à prendre une part dans la direction de l'usine.

Godin mettait à la disposition des électeurs une certaine somme que les ouvriers devaient partager entre ceux qu'ils considéraient les plus méritants, c'est-à-dire ceux qui avaient, apporté le plus de zèle à ce qu'il appelait l'œuvre commune. Et d'après ses déceptions, qui sont aussi celles de l'auteur, il semblerait que ceux qu'il considérait les plus méritants étaient les plus hauts dans l'échelle hiérarchique, c'est-à-dire les mieux payés.

Mais dans tous ces plébiscites, les ouvriers s'entêtèrent à attribuer les plus grosses primes à ceux qui gagnaient le moins. Godin en conclut que ses ouvriers n'étaient pas encore mûrs à prendre une part efficace dans la direction de l'usine. Et M. Prudhommeaux en tire la conclusion que les électeurs étaient des ignorants et que, en certains cas, il s'était formé des coteries pour se partager la prime.

Il est fort possible qu'il y avait de tout cela dans le vote des électeurs. Ce n'est pas moi qui vais défendre le suffrage universel. Seulement si Godin considérait « sincèrement » ses ouvriers et employés comme des collaborateurs à une œuvre commune – cela ne me gêne nullement d'admettre cette sincérité – il était, en réalité, le « patron » et le seul maître. Son

point de vue pouvait bien, logiquement, ne pas être celui des ouvriers.

Toujours pour s'assurer de la capacité des ouvriers à être mis en possession d'une part active dans la gestion de l'usine. Godin avait tenté d'autres essais. Il avait, par exemple, institué des commissions, qu'il appelait d'initiative, et se recrutaient dans tout le personnel de l'usine. Ces commissions avaient pour tâche d'étudier quelles améliorations on pouvait inventer eu vue de perfectionner le travail et les produits de l'usine, de voir, dans les projets qui leur seraient soumis, ce qu'il y avait de réalisable et de pratique.

Après une courte période, même les commissions qui avaient semblé vouloir faire quelque travail périrent d'inanition. « Autre preuve de l'incapacité des ouvriers ! »

M. Prudhommeaux n'oublie qu'une chose, c'est que les commissions n'avaient ni le pouvoir ni les moyens d'exécuter aucun des projets qu'elles jugeaient bons, et n'avaient que le droit, la permission plutôt, de donner leur avis que la direction restait libre de suivre ou de mettre de côté. Et une autre entrave qu'il note lui-même, les avis de ces commissions avaient à passer par une complication hiérarchique et des conflits d'attributions et de compétences tels que c'était suffisant pour dégoûter les meilleures volontés.

Godin ne faisait pas du socialisme pratique. Ce n'était que tout « pretence » comme disent les Anglais. Il jouait au socialiste, comme il faisait jouer ses ouvriers à une participation illusoire dans l'organisation intérieure de l'usine. Ça ne pouvait aboutir à rien.

Quant aux autres expériences, toutes pratiques qu'elles étaient, elles se faisaient dans un milieu capitaliste, avec des moyens capitalistes, de façon à ne pas même effleurer les privilèges du capital, elles n'avaient de socialiste que l'épithète qu'il plaisait à Godin de leur donner.

[|* * * *|]

Armée d'Orient, par H. Semnos [[1 vol., 5 fr. 50, chez Figuière, 3, place de l'Odéon.]]. « Ça serait une erreur de voir dans ce livre un vrai journal de marche, ou de le considérer comme un document historique, ce n'est qu'un roman », nous dit l'auteur.

C'est regrettable car, à mon point de vue, tout au moins, tout l'intérêt du livre reposerait à ce que les choses racontées soient des choses vécues ou vues.

À noter ce fait que l'on trouve dans tous les récits de guerre. Si bien décrit, entre autres, par Erastoff, dans *En Déroute*, au sujet de la guerre russo-japonaise, c'est la « noce » qui se fait en arrière du front, le penchant de ceux qui ne sachant pas s'ils seront encore vivants le jour d'après semblent vouloir jouir de tout ce qui leur reste de vie.

Serait-ce une protestation inconsciente contre l'imbécillité du meurtre patriotique ?

[|* * * *|]

Dans *La Bataille du Maroc* [[1 vol., 2 fr. 5o, chez H. Champion, 5, quai Malaquais.]], M. L. Barthou nous raconte les merveilles que, militairement et administrativement, aurait accomplies le général Lyautey pour pacifier les tribus « rebelles » et maintenir, pendant la guerre, le prestige français devant les indigènes, malgré les intrigues sournoises allemandes.

Ignorant des choses du Maroc, je ne puis qu'enregistrer les affirmations de M. Barthou. Un général peut, après tout, être un bon administrateur.

Mais une chose que je puis avancer, c'est que nous sommes allés au Maroc faire ce que l'on voulait empêcher les Allemands de faire en France, et tout le bien que peut y faire

le général Lyautey ne justifie en aucune façon notre intervention.

« La sûreté de notre frontière algérienne ! » Oui, je sais. Mais la conquête de l'Algérie n'ayant été, elle aussi, qu'un attentat contre le droit des peuples, il s'ensuit que c'est justifier un crime par un autre crime.

Au surplus, la protection de l'Algérie était-elle la vraie raison de l'intervention au Maroc ? — « Ses richesses naturelles qui dépassent tout ce que l'on en attendait ! » proclame M. Barthou, et que se partagèrent des financiers rapaces après se les être âprement disputées, risquant plusieurs fois de déchaîner la guerre, ne furent-elles pas la raison dominante de cette expédition ?

[|* * * *|]

Le *Musée Social* publie chaque mois sous le titre : « Mémoires et Documents » des monographies sur toutes les questions intéressant l'économie sociale. Monographies écrites par des gens qui peuvent avoir leurs idées particulières sur les questions dont ils traitent, mais qu'ils connaissent.. De sorte qu'il y a toujours quelques renseignements intéressants à glaner de leur lecture.

Sous le titre : « La Guerre et le Cheptel National », M. A. Massé dans le numéro de mai ayant été chargé de veiller, pendant la guerre, à la conservation du bétail — raconte les efforts faits dans ce but.

Les réquisitions faites — comme toutes les choses administratives — en dépit du bon sens, menaçaient de décimer les troupeaux. Il eut l'idée de faire venir de la viande frigorifiée, avec laquelle les troupes furent nourries deux jours sur trois. Ce qui permit d'arrêter notablement la destruction des troupeaux.

Puisque la « frigo » était bonne pour le soldat, pourquoi ne

serait-elle pas bonne pour le civil ? Des démarches furent faites pour augmenter l'arrivée des viandes frigorifiées. On aurait pu passer des marchés permettant de l'obtenir à 1 fr. 43 le kilo. C'était en 1915, mais il fallait une loi ! Un projet fut déposé, mais repoussé par le Sénat.

Et comme, parait-il, la consommation de viande a fortement augmenté pendant la guerre — à cause des hauts salaires, constate le conférencier — on a continué à dépeupler le cheptel : ce qui a pour conséquence de faire augmenter le prix de la viande fraiche.

Aujourd'hui la frigo, grâce au Sénat, se paie 2 fr. 90 le kilo. Le double qu'elle devrait se payer. Mais ça ne s'arrête pas là. Au prix que les bouchers la revendent au consommateur, nous la payons au moins quatre fois plus cher.

Dans le numéro de septembre 1919, M. Schrader traite des « Grands courants Économiques Sociaux ».

C'est une revue rapide du développement de l'humanité.

Le respect de la nature, du milieu général et de la société humaine, tels doivent être les idées dirigeantes de l'évolution, conclut M. Schrader — et de l'individu aussi, peut-on déduire de l'ensemble de sa conférence [[La plupart des travaux publiés dans ces « Mémoires » sont le texte de conférences données dans le local du « Musée Social »,]]. Ce qui implique, selon moi, une transformation sociale.

[|* * * *|]

« L'École Ferrer » par J. Wintsch [[Une brochure à l'imprimerie des « Unions ouvrières ». rue des Bains, à Genève.]]. Dans cette petite brochure, le camarade Wintsch fait en raccourci l'historique de la fondation de l'école de Lausanne, et raconte les vicissitudes par lesquelles passa l'école, et des causes qui amenèrent les fondateurs à la fermer. La tentative est intéressante, par elle-même d'abord,

ensuite parce qu'elle démontre ce que l'on peut faire lorsqu'on se met résolument à une chose, et que l'on y apporte de la persévérance.

Surtout en matière d'éducation de l'enfance. Les anarchistes ne sont pas les seuls à réclamer une éducation rationnelle pour les enfants et des écoles où on lui apprendrait à exercer, pas seulement sa mémoire, mais son esprit critique, son initiative, et à développer ses facultés.

Il n'y a plus, aujourd'hui que les partisans arriérés de l'autorité absolue et du fouet pour ne pas admettre que les méthodes de l'école actuelle doivent disparaître. Les difficultés qu'eut à surmonter l'école de Lansanne nous démontrent aussi un danger que, depuis longtemps, j'ai constaté pour toute œuvre qui demande de la continuité et de l'esprit de suite.

C'est l'erreur qui fait croire que, pour être vraiment démocratique, une œuvre doit subir le contrôle de tous ceux qui prétendent s'y intéresser, ce qui fait dépendre sa direction d'un vote, et d'une majorité, toujours influençable par des considérations d'à côté. S'il faut, par exemple, porter la discussion dans une assemblée un peu nombreuse, il y a ce danger qui est le fléau du Parlementarisme, qu'un bavard ignorant et prétentieux qui ne connaît rien à la question, mais a du bagout, qui pourra parler des heures sans boire ni cracher, être vide d'idées, mais saura enfiler de belles phrases à la queue leu leu, les entrelardant de mots à effet, pourra décider d'un vote contre des hommes qui, eux, connaissent la question, savent ce qu'il faut, mais ne savent pas jouer de la langue, ne trouvant, bien souvent, l'argument décisif, que lorsque la question est décidée.

Ce fut à cet écueil que, à son début, l'école vint se heurter. Elle avait pris comme professeur un ignorant vaniteux mais beau parleur. Lorsqu'elle voulut s'en débarrasser, ayant appris à évaluer le peu de valeur de son chois, elle ne put

s'en dépêtrer qu'après des discussions sans fin et au prix d'une scission : le bavard ayant su se créer des partisans qui prenaient ses bavardages pour des raisons.

Pour moi, certaines œuvres, même lorsqu'elles ont besoin du concours financier d'une grande masse de partisans, doivent rester la propriété de ceux qui l'organisèrent, qui la font fonctionner. Ils doivent en conserver la direction, se recrutant eux-mêmes, chaque nouveau membre n'étant admis que par consentement unanime de ceux qui ont la direction effective. Ce n'est pas parce que d'autres y verseront quelques sous qu'ils auront le droit le venir dicter leurs conditions.

Si l'œuvre est d'intérêt général, si elle fait travail utile, c'est le devoir de ceux qui l'approuvent de la soutenir, de faire, au besoin, des sacrifices pour la maintenir.

Évidemment, chacun a le droit de faire ses critiques, d'apporter ses suggestions. C'est à ceux qui ont le maniement de l'affaire de voir ce que les critiques ont de fondé, ce qu'il y a de réalisables dans les réformes suggérées.

Si l'œuvre dévie, si elle ne remplit pas ses promesses, les concours n'ont qu'à se détourner d'elle, de cette façon la liberté et l'initiative de chacun sont sauvegardées.

Si on veut faire quelque chose de suivi et de durable, ne le mettons jamais à la merci d'un vote et d'une majorité.

Mais ce qu'il faut bien se mettre également dans la tête, c'est qu'une œuvre ne répondant pas absolument à « tous nos points de vue, dans ses détails », peut, cependant, mériter notre appui. C'est dans son ensemble qu'il faut la juger [[Les camarades continuent à publier mensuellement le *Bulletin de l'École Ferrer*, dont le prix d'abonnement est de 2 francs par an. Adresse J. Wintsch, 9, avenue Juste Olivier, Lausanne.]].

[|* * * *|]

« Le Retour des Pauvres » par J. Sokori [[1 vol., 3 fr. 60, chez Stock, 155, rue Saint-Honoré.]]. C'est, en prose, un long poème épique où l'auteur raconte les sacrifices et le dévouement de ceux qui, n'ayant rien partent cependant pour la défense commune, et pour mettre fin aux tueries stupides.

« Comment leur dévouement doit faire honte à l'égoïsme de leurs maitres, et comment, à leur retour, ils sauront exiger une meilleure répartition du travail et des richesses ! »

Les pauvres sont retournés. Mais, hélas ! les maitres ne sont nullement honteux de leur égoïsme, ils continuent à exploiter le plus qu'ils peuvent. Et les pauvres se foutent des idées et des réformes sociales, ne demandant qu'à jouir, d'avoir leur part dans la curée.

[|* * * *|]

La maison Bernheim vient de fonder une petite revue, intitulée : « Le Bulletin de la Vie Artistique » qui paraîtra deux fois par mois.

Cette revue qui sera simplement consacrée aux nouvelles intéressant l'art, les artistes et les amateurs, ne s'intéressera que comme documentation aux doctrines d'écoles. Elle contiendra des reproductions d'œuvres d'art. L'abonnement est de 24 francs par an, adresse, 25, Boul. de la Madeleine.

[|* * * *|]

Nous avons reçu : *Apontamentos de um Burguez*, 1 broch., 400 reis, par Salomao, Rio de Janeiro.